
Brochure n° 3151 | Convention collective nationale

IDCC : 1316 | **TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL**

Avenant n° 6 du 1^{er} juillet 2019

à l'accord du 17 novembre 2016 relatif à l'instauration
d'un régime professionnel de santé et de prévoyance

NOR : ASET2050176M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

GSOTF ;

CNEA,

d'une part, et

le(s) syndicat(s) de salariés :

FS CFDT ;

SNEPAT FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de définir la répartition des taux de cotisations entre employeur et salarié des suites de l'avenant n° 5 modifiant le taux d'appel des cotisations pour le régime prévoyance.

Les partenaires sociaux ont expressément souhaité maintenir le principe du taux de répartition antérieur, à savoir 40 % à la charge du salarié et 60 % à la charge de l'employeur.

Les partenaires sociaux précisent que les salariés cadres et assimilés cadres bénéficient d'une participation employeur de 96 % sur la tranche de rémunération inférieure au plafond fixé pour les cotisations de sécurité sociale, et non pas de 60 %, dans l'objectif de respecter les dispositions antérieurement applicables.

Les partenaires sociaux rappellent que les taux de répartitions exprimées ci-dessous ne concerne que les entreprises adhérentes aux organismes recommandés par l'accord du 17 novembre 2016.

Article 1^{er} | Répartition du taux de cotisation pour le régime prévoyance

Au sein de l'article 3.4 de l'accord du 17 novembre 2016 le tableau déterminant le taux des cotisations pour les salariés non cadres est annulé et remplacé par le tableau suivant :

Non cadres	Part salariale		Part patronale		Total	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
Total	0,66 %	0,66 %	0,99 %	0,99 %	1,65 %	1,65 %

Au sein de l'article 3.4 de l'accord du 17 novembre 2016 le tableau déterminant le taux des cotisations pour les salariés cadres est annulé et remplacé par le tableau suivant :

Cadres	Part salariale		Part patronale		Total	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
Total	0,07 %	1,35 %	1,77 %	2,02 %	1,84 %	3,37 %

Article 2 | Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux, compte tenu de l'objet du présent avenant, choisissent de ne pas prévoir de dispositions particulières par taille d'entreprise.

Article 3 | Dispositions relatives à l'entrée en vigueur, au dépôt et à la publicité du présent avenant

Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

Il fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail ainsi que d'une demande d'extension.

Il pourra être révisé ou dénoncé dans le respect des dispositions légales. La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail.

L'ensemble des partenaires sociaux peuvent se réunir dans les trois mois suivant la réception de la notification afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un accord de substitution. Un accord peut être conclu, y compris avant l'expiration du délai de préavis de 3 mois.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2019.

(Suivent les signatures.)